# Le Qatar candidat au rachat du Charles de Gaulle

01/04/2013 à 9h00

**Le sort du porte-avions Charles de Gaulle sera scellé par la future loi de programmation militaire décidée à l'automne. Initialement prévue pour l'été, la loi a été reportée de quelques mois pour laisser au gouvernement le temps d'étudier les différentes options.**

> ***Mais ce n'est presque plus un secret, le porte-avions Charles de Gaulle, fer de lance de la force d'intervention française et européenne, ne devrait plus battre pavillon tricolore après 2018.***

La question qui se pose maintenant est : à qui le vendre ? Une source proche du dossier a lâché l'information qui devrait faire l'effet d'une bombe si elle se confirmait :

> ***le Qatar, par l'intermédiaire de son ambassadeur Mhomo El Me'ru, se serait déclaré candidat au rachat.***

Le contre-amiral Émile Sabort, qui dirige la Commission en charge d'étudier les différentes possibilités de coupes budgétaires, n'a pas souhaité confirmer l'information mais une source proche du dossier indique que la vente à l'émirat serait "*une option envisagée*".

D'autres pays comme le Brésil ou l'Inde sont aussi candidats. Le Brésil, qui a déjà racheté l'ancien porte-avions Foch en 2000, constitue l'autre piste étudiée par la France. Mais si Doha devait emporter le contrat, le Qatar deviendrait le premier pays du Moyen-Orient à posséder un porte-avions, ce qui aurait pour conséquence de bouleverser l'ordre

géopolitique de la région.

Dans un climat de crise économique généralisée, les marges de manœuvre de François Hollande sont de plus en plus limitées et l'armée pourrait de nouveau faire les frais d'une cure d'austérité budgétaire qui ne veut pas dire son nom, le Chef de l'État préférant parler d'"*effort commun*".

On connaît depuis de nombreux mois l'état de déliquescence du matériel militaire, faute d'un financement à la hauteur. Récemment, des officiers avaient alerté le Chef des Armées sur les difficultés rencontrées par les soldats. Soldes versées en retard, matériel obsolète, soldats obligés de payer leur équipement de leurs propres deniers. La part du budget militaire dans le PIB du pays ne cesse d'être diminuée depuis des décennies.

La vente du Charles de Gaulle pourrait rapporter à l'État près de 7 milliards d'euros, le double de ce qu'il a coûté. A cela s'ajouterait un contrat de maintenance dont la France aurait l'exclusivité. Une bouffée d'oxygène pour le gouvernement qui pourrait enfin boucler le budget militaire de l'année 2014 et celui des années suivantes.

Le Qatar aurait déjà trouvé un nom à son futur porte-avions : Abd Alpesh Olemul, "*le poisson d'Orient qui vole*", tout un programme.

Via Elwatan